

[Texte]

it after the fact. That was not done. The building was rented, there still were renovations that had to be made, but to the best of my knowledge, the request to exceed the existing Treasury Board guidelines was done before the work started. I may be corrected there, but that was my understanding. So it was not really a contravention.

Mr. Kelly: Paragraph 17.56 says that no Treasury Board approval has been obtained.

Dr. Meyboom: At the time of the writing it was probably true, but it is not true now. Meanwhile, as I explained to an earlier questioner, Mr. Anguish, a number of approvals have been given, but principally the big tenant was Fisheries and Oceans.

Mr. Kelly: So no money was spent for fit-up until Treasury Board approval had been . . . ?

Dr. Meyboom: That is my understanding, sir.

The Chairman: Mr. Anguish.

Mr. Anguish: Mr. Chairman, I would like to direct a question to the Auditor General. It seems to me that Treasury Board approved Centennial Towers is on the basis of urgency. Then it seemed to me that the urgency left, because Department of Public Works knew that the Security Agency was not in fact going to be going into the Centennial Towers. I imagine that the reasons of urgency would have been in the Treasury Board proposal for the client. I see someone shaking his head. Is that not so, that in the Treasury Board proposal you give the reasons for selecting that building that you required, or you wanted to lease? If it is not in the Treasury Board submission, how do they know any more about the building than just taking your recommendation?

Mr. Dye: To the best of my knowledge, there is no evidence that there was any urgency mentioned by the proposed Security Agency; nor was there a suggestion of urgency in the Treasury Board submission.

Mr. Anguish: In the Treasury Board submission . . .

Mr. Mackay: I think, Mr. Chairman, we are splitting hairs here, because we indicated in this submission that the requirement for this space would be as of December 1, 1983, and this was submitted on June 22. Now, if we did not spell out specifically that there is a requirement of urgency, it certainly goes without saying.

Now, I do not recall the exact words, and I am sure we can read it and dissect it more fully, but I can assure you that everyone is aware of the urgency. The mere fact that we have stated that it would be effective as of December 1, 1983, is in my opinion adequate evidence.

Mr. Anguish: But there is a point in time where you must have determined there was no longer any urgency, because you were not going into the building. The urgency must have disappeared, otherwise, why are they not going in there instead of Fisheries and Oceans?

[Traduction]

Trésor; il y aurait eu infraction s'il l'avait fait et nous en avait informé après coup. Or, tel n'est pas le cas. L'immeuble a été loué, il y avait encore des rénovations à faire mais à ma connaissance, la demande d'exception aux directives du Conseil du Trésor avait été présentée avant que les travaux ne commencent. Corrigez-moi si j'ai tort, mais c'est ainsi que je vois tout cela. Il n'y avait en définitive pas d'infraction.

M. Kelly: Le paragraphe 17.56 précise qu'aucune autorisation du Conseil du Trésor n'a été obtenue.

M. Meyboom: C'est probablement vrai lorsque le paragraphe a été écrit mais cela ne tient plus maintenant. Comme je le disais précédemment à M. Anguish, entre-temps un certain nombre d'autorisations ont été données et le principal locataire devait être le ministère des Pêches et Océans.

M. Kelly: Donc aucune somme n'a été dépensée au chapitre de l'aménagement avant l'autorisation du Conseil du Trésor?

M. Meyboom: C'est ce que je crois comprendre, monsieur.

Le président: Monsieur Anguish.

M. Anguish: Monsieur le président, j'aimerais poser une question au Vérificateur général. Il semblerait que le Conseil du Trésor ait approuvé la location de l'immeuble *Centennial Towers* parce que c'était urgent. Ensuite, ce caractère d'urgence a disparu parce que le ministère des Travaux publics a appris que l'agence de sécurité ne serait pas logée dans cet immeuble. J'imagine que le caractère d'urgence a été expliqué dans la proposition du Conseil du Trésor au client. Je vois quelqu'un qui fait non de la tête. Dans ce cas, dans la proposition du Conseil du Trésor, est-ce qu'on explique pourquoi on a choisi cet immeuble? Si cette explication ne se retrouve pas dans la présentation du Conseil du Trésor, comment pouvait-il être renseigné sur cet immeuble, mises à part vos recommandations?

M. Dye: À ma connaissance, il n'y avait pas d'urgence pour l'agence de sécurité; il n'y avait pas non plus d'urgence dans le mémoire au Conseil du Trésor.

M. Anguish: Dans le mémoire au Conseil du Trésor . . .

M. Mackay: Monsieur le président, nous sommes en train de couper les cheveux en quatre; dans le mémoire, il est dit que les locaux seront nécessaires le 1^{er} décembre 1983 et le mémoire a été présenté le 22 juin précédent. Même si nous n'avons pas précisé le caractère urgent, il faut admettre que les délais sont assez courts.

Je ne me rappelle pas des mots précis mais nous pourrions nous reporter au mémoire et l'analyser encore une fois; cependant je peux vous garantir que tous les intervenants sont conscients de l'urgence. À mon sens, il suffit de dire que les locaux devaient être prêts le 1^{er} décembre 1983.

M. Anguish: Mais à un moment donné, vous avez dû vous rendre compte qu'il n'y avait plus d'urgence car vous n'alliez pas occuper cet immeuble. Le caractère d'urgence a dû disparaître car l'agence de sécurité irait s'y installer plutôt que le ministère des Pêches et Océans.